Médias

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **34 (1997)**

Heft 1320

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

financier obligatoire

Le débat de fond

Cinq ans plus tard (1957), nouvel assaut libéral. Le député Bujard par motion demande le référendum obligatoire pour toute dépense unique de 2 millions ou répétitive de 200000 francs. Le débat a lieu en deux temps, lors de la prise en considération et lors de la réponse du Conseil d'État. Le parti radical et Gabriel Despland n'admettant pas cette contestation de leur pouvoir, même si la situation financière est jugée à l'époque très sérieuse. Puisque tous les leaders interviennent. L'affrontement est donc financier, politique, idéologique.

Quelques aperçus

Finances:

PIERRE RAMELET. Le député libéral s'en prend particulièrement à la pratique du crédit d'investissement qui camoufle la dépense et le recours à l'emprunt. Il a déjà (1959) une vision dramatique des finances. «À continuer à ce train-là, on court à la catastrophe.»

Unité vaudoise:

Les intérêts divergents des régions vaudoises peuvent entraîner des votes d'incompréhension ou de représailles. ALFRED MARGOT, radical. «Pense-t-on que la campagne serait favorable aux dépenses destinées aux collèges secondaires de Lausanne ou au traitement des fonctionnaires?» GABRIEL DESPLAND, conseiller d'État, conteste l'exemple zurichois qui se fonde sur une autre tradition démocratique, où le peuple est appelé à voter sur tout.

Démocratie parlementaire et directe:

Le vote obligatoire est perçu comme l'exercice de la suspicion. ALFRED MARGOT, radical. «Il implique dans son principe une méfiance à l'égard du Grand Conseil que nous ne saurions admettre». Réplique de PIERRE RAMELET. «La formule fait penser au despote: Tout pour le peuple, rien par le peuple.»

La peur des minorités incontrôlables:

GABRIEL DESPLAND. «Lorsque le référendum obligatoire existait dans notre pays, c'était le 12, 13, 14% au maximum du corps électoral qui se dérangeait. Autrement dit le canton pouvait être à la merci d'une poignée de meneurs et le 85% au moins des électeurs se désintéressaient de la question».

Formation de l'opinion:

Peur au centre du pouvoir de la presse et à gauche des bureaux style «sou du contribuable» PIERRE SCHUMACHER, futur conseiller d'État radical posant la question: qui formera l'opinion?: «Celle-ci le sera en partie par nous, mais surtout par la presse, notamment celle qui dispose de moyens financiers importants pour défendre des intérêts particuliers.»

Et enfin, ANDRÉ MURET, leader du POP, communiste: «Lorsque le peuple est appelé à se prononcer sur des dépenses, seul se prononce un petit noyau d'électeurs, ne représentant certes pas l'opinion publique et qui s'opposent systématiquement à toute dépense indispensable ou non en s'écriant: C'est un scandale! C'est nous qui payons».

À l'appel nominal la motion fut nettement repoussée par 56 oui contre 116 non. À l'exception de quelques francs-tireurs, votent pour: radicaux, PAI (UDC), socialistes, popistes: tout le centre gauche! *ag*

MIGROS

Une précieuse ristourne

LES MEMBRES DE la famille Migros qui remplissent le bon pour obtenir une carte Cumulus personnelle découvrent qu'ils s'engagent selon la formule suivante:

«Par ma signature, j'autorise Migros à utiliser les données de la carte M-CUMULUS à d'autres fins (études de marché, statistiques). Toutes les données sont traitées de manière strictement confidentielle : elles ne sont ni transmises en dehors de la communauté Migros (filiales Migros, marchés spécialisés, entreprises de service et de production Migros) ni rendues accessibles à d'autres tiers. Sur la base de vos données d'achat, nous serons en mesure de vous faire parvenir des offres concrètes et des informations sur vos produits favoris qui pourraient vous intéresser. Si vous désirez renoncer à ces offres, veuillez cocher la case ci-dessous...»

Mais il y a un autre aspect de la carte à considérer. Selon *Construire* (N° 45), la carte a d'abord été distribuée «aux quelque huitante mille collaborateurs et retraités» pour tester le système. Tout a parfaitement fonctionné. Ainsi, grâce à la carte Cumulus, Migros dispose d'un moyen idéal pour contrôler la manière dont son personnel, actif ou retraité, utilise ses revenus. Que se passera-t-il si on constate qu'un collaborateur ne profite pas au maximum des offres de l'employeur?

Revient-on au système antique du patron employeur, logeur et aubergiste sous une forme adaptée aux temps actuels? *cfp*

Médias

LES FUSIONS ET concentrations de journaux se multiplient en Suisse alémanique. Le but de chaque groupe: atteindre un tirage de 100000 exemplaires. Ce sera le cas pour le *St-Galler Tagblatt* dès le début de 1998 avec une nouvelle progression à 110000 dès le 1er avril. Le groupe de la *NZZ*, qui est majoritaire et qui possède une part importante du quotidien bernois *Der Bund*, renforce sensiblement sa position. On suppose que la prochaine vague pourrait toucher la Thurgovie, le canton de Schaffhouse et Winterthour.

LA DISPARITION DE l'*Ostschweiz* signifie la quasi disparition de la presse quotidienne catholique en Suisse alémanique. À partir de janvier prochain, il ne restera plus que les *Freiburger Nachrichten*.

INNOCENT (*DP* 1319) avait déjà eu 3000 accès à son site à la date du 29 octobre. Il figure enfin sur la base de données Altavista.

A la date du 31 octobre il précisait, citant le *NQ*, qu'il n'avait pas encore été identifié. *cfp*